

Pour conclure sur un sujet, monsieur le Président, une question en vous disant que je pense qu'il faut aussi mettre les choses dans leur contexte et reconnaître le fait que le Canada, somme toute, est un pays qui a bien fonctionné.

• (1540)

Encore là, monsieur le Président, je vous dis cela sous le ton de la confiance, parce que si on dit cela dans certains endroits au Canada, ils vont vous dire que cela n'a pas de bon sens. Mais entre vous et moi, monsieur le Président, sur l'échelle de la souffrance humaine dans le monde, si on prend la peine de regarder autour de nous quelques secondes, je pense qu'on peut raisonnablement conclure que le pays a bien fonctionné.

Les problèmes que nous avons actuellement ne sont pas causés directement par un arrangement constitutionnel; ce n'est pas la Constitution qui détermine et qui réglemente la vie et le comportement des gens. La Constitution reflète ce que nous sommes et ce que nous voulons être. Et si nous avons des problèmes actuellement au Canada, c'est probablement parce que certains gouvernements ont posé certains gestes qui nous ont amenés à avoir ces problèmes-là. Mais ils ne les ont pas posés, ces gestes-là, si à certains moments de notre histoire on a trop dépensé, parce que la Constitution, le matin, les forçait à dépenser de l'argent. Cela est faux, monsieur le Président.

Donc, il faut quand même reconnaître les choses pour ce qu'elles sont, sauf que l'on a un problème de fond important. Le connaissez-vous, monsieur le Président? C'est que nous avons une Constitution à laquelle les gens ne s'identifient pas, une Constitution vieille de 123 ans. C'est une Constitution dans laquelle les gens ne se reflètent pas, parce qu'une constitution, c'est comme un miroir, on doit pouvoir s'y retrouver. C'est fait de mythologie, monsieur le Président, une constitution. Il y a une bonne dose de mythologie là-dedans.

Et lorsqu'on ne se retrouve pas à l'intérieur de nos institutions nationales, que ce soit le Sénat, que ce soit la Cour suprême, que ce soit le Parlement fédéral, à ce moment-là, les gens se détachent de ces institutions. Notre Constitution ne reflète pas suffisamment ce que nous sommes et ce que nous voulons être. D'ailleurs, monsieur le Président, le génie de Meech, savez-vous ce que c'était? C'était qu'en reconnaissant le Québec comme société distincte, on permettait aux Québécois de réconcilier le fait qu'ils étaient Québécois et Canadiens. Pour une des premières fois de notre histoire, nous avions réussi à réconcilier et refléter notre propre mythologie à

nous, Québécois, Québécoises, Canadiens et Canadiennes. C'était cela, le génie de Meech.

Maintenant, il faudra—et le défi est devant nous—il faudra trouver une façon de le changer. Sauf que je voudrais terminer sur un point, monsieur le Président. Il y en a dans ce débat qui prétendent qu'aucun changement ne peut se faire sans que nous respections les grands principes d'un certain fédéralisme ou d'un certain système de gouvernement. Certains politiciens ont présenté cet argument et ont réussi à attirer beaucoup de Canadiens et Canadiennes à leur cause. Je ne les nommerai pas, mais c'est Clyde Wells de qui je parle. Vous vous rappellerez, et d'ailleurs, il le dit encore aujourd'hui et il l'a dit en fin de semaine dernière, que l'on doit respecter les grands principes.

Je vous dirai ceci, monsieur le Président: une Constitution qui représente davantage, qui respecte et qui reflète davantage les grands principes du fédéralisme qu'elle ne reflète la réalité du pays, c'est une Constitution qui a de graves problèmes. Mais c'est cela, le point de départ, monsieur le Président. Ce n'est pas vrai qu'on fait des constitutions qui nous ressemblent, que l'on doive prendre le fédéralisme et s'arranger pour rentrer là-dedans. C'est l'inverse, monsieur le Président. Lorsqu'on fait une Constitution, on doit faire en sorte qu'elle nous ressemble, qu'elle nous reflète et, je termine là-dessus, ensuite on ajuste les principes du fédéralisme ou du républicanisme, à ce grand reflet, ce miroir que l'on se donne.

Donc, monsieur le Président, je terminerai en vous disant que le peuple canadien n'est pas le serviteur d'aucun principe constitutionnel, mais que notre Constitution doit être le serviteur du peuple canadien.

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, j'ai été surpris d'entendre les commentaires du député de Sherbrooke. Après tout, ce député présidait le comité spécial qui a été créé vers la fin des négociations sur l'Accord du lac Meech pour tenter de dénouer l'impasse qui existait à ce moment-là.

Je crois fermement que l'Accord du lac Meech aurait pu être sauvé si ce comité avait été créé plus tôt, disons en février ou en janvier, et s'il avait déposé le même rapport qu'il a publié.

Le député le sait bien, puisqu'il a passé de longues journées à écouter les porte-parole de nombreux groupes, y compris les autochtones, les femmes, les minorités linguistiques et les communautés multiculturelles. Je sais, pour avoir assisté à de nombreuses audiences même si je ne siégeais pas officiellement à ce comité, que tous